

Comment les lobbies immigrationnistes défendent les revendications de plus en plus violentes de groupes de migrants



Article rédigé par *Valeurs actuelles*, le 14 juin 2019

Source [Valeurs actuelles] Immigrationnistes et lobbies/ONG pro-migrants voient comme une “discrimination” l'application des lois en matière de lutte contre l'immigration illégale. Pour le géopolitologue Alexandre del Valle, face à un droit jugé illégitime, cela aboutit à des exigences de plus en plus élevées et vindicatives de la part des migrants illégaux et une violence croissante de leurs revendications.

Le combat des ONG pro-migrants visant à dépenaliser progressivement les flux migratoires illégaux et à réclamer l'abolition de toute différence de droits et avantages entre migrants illégaux, migrants réguliers et citoyens nationaux correspond à une tendance lourde. Ce processus est relayé en aval par les ONG pro-migrants et les militants (comme Cedric Herrou, voir infra) et en amont par les Nations unies et la Cour européenne des droits de l'homme. Et les gouvernements récalcitrants ou réfractaires à la doxa immigrationniste sont mis à l'index et bientôt sanctionnés par les Nations Unies. C'est ainsi que le 11 septembre 2018, l'ONU a condamné solennellement et moralement l'Etat italien pour avoir appliqué fermement la loi en matière de droits des migrants, visant la politique du vice-président du Conseil italien chargé de l'intérieur, Matteo Salvini.

Le Haut-commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations unies, Michelle Bachelet, ex-présidente chilienne, a ainsi accusé le gouvernement italien de “posture politique” dans la crise sur les réfugiés et annoncé l'envoi d'une « *équipe d'enquêteurs de l'Onu en Italie pour examiner la forte augmentation signalée des actes de violence et de racisme contre des migrants, des personnes d'origine africaine et des Roms* ». Comme le rappelle Cesare Sachetti, journaliste et politologue italien basé à Bruxelles, « *cette affirmation n'a jamais pu être corroborée par aucune statistique et elle est apparue spécialement pour attaquer l'exécutif en charge (...), ce n'est pas la première fois que les Nations Unies attaquent le gouvernement italien Ligue/5 étoiles (...). L'ONU recommence maintenant à attaquer l'Italie concernant le décret sécurité bis, en citant des 'violations des droits de l'Homme', alors que Rome ne fait rien d'autre que respecter la Convention de Genève sur les réfugiés qui autorise l'expulsion des demandeurs d'asile pour motifs de sureté. En outre, la même ONU a accepté que l'Arabie Saoudite, pays notoirement connu pour ses violations nombreuses des droits humains, siège dans la Commission pour les droits de l'homme, alors que ce pays, étonnamment moins condamné que l'Italie par l'ONU, est le dernier à pouvoir donner des leçons à l'Italie* ».

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)